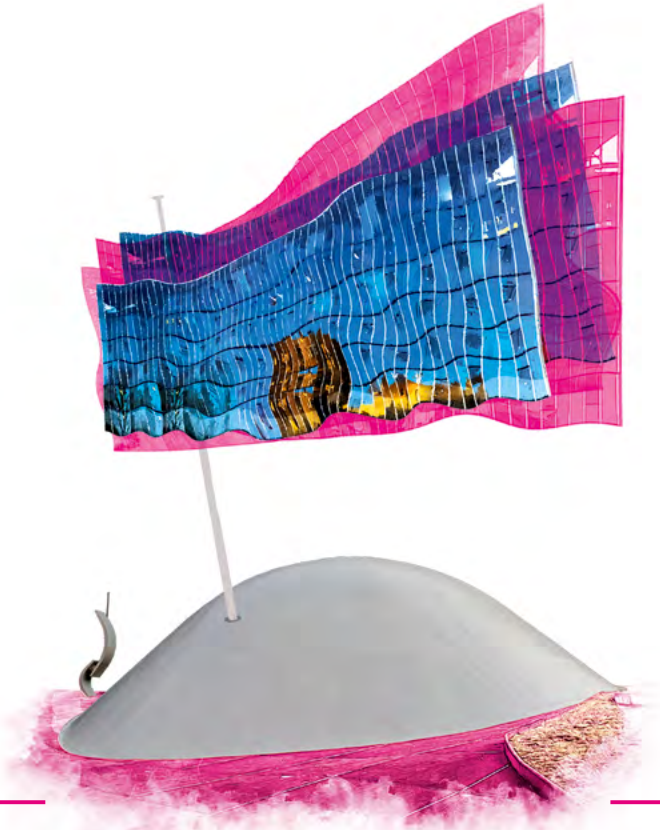

LES RENCONTRES NIEMEYER

Libre ou subie, la mobilité est politique

Vend. 23 janvier 2015

Siège du PCF - Espace Oscar Niemeyer
2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris - M° Colonel-Fabien

POURQUOI LES RENCONTRES NIEMEYER ?

Quand le bâtiment va tout va, dit l'adage. Or, force est de le constater : le bâtiment, et plus largement les projets architecturaux, urbains, l'amélioration des conditions de logement et du cadre de vie, aujourd'hui se portent mal. Une entreprise de BTP sur trois serait sous la menace d'une faillite d'ici fin 2014 – essentiellement des PME, selon les projections. L'année 2013 fut une année noire en terme de construction de logements, avec des chiffres équivalents à ceux de l'immédiat après-guerre. Voici le terrible paradoxe d'une époque où 3,6 millions de nos concitoyens sont sans-abri ou sans-logis, où 10 millions d'entre eux souffrent du mal-logement, contraints de vivre dans des espaces indignes, impropres, comme le rappelle le dernier rapport de la fondation Abbé-Pierre. Ces chiffres font frémir.

Le bâtiment, c'est la construction de logements neufs – tout particulièrement de logements sociaux – mais aussi les réhabilitations du bâti existant, de l'espace public et des rues, les constructions de routes, d'équipements comme les écoles ou les stades. L'asphyxie des collectivités territoriales, dont les marchés publics représentent 60% du chiffre d'affaire du BTP, va mécaniquement aggraver la spirale vicieuse de la crise.

Cette crise, pourtant, n'est pas une fatalité.

Elle est l'aboutissement d'une logique et d'un raisonnement. Elle la conséquence d'un choix fondamental, celui de la finance au détriment de l'humain et la qualité de vie, celui des actionnaires au détriment des intérêts économiques et sociaux de la France et des intérêts écologiques de notre planète. L'humanité a franchi cette considérable mutation anthropologique, elle est aujourd'hui plus urbaine que rurale. Ainsi, en France, 95 % de la population vit sous influence urbaine. Qu'est-ce que le phénomène urbain sinon un formidable potentiel de mise en commun des aménités : transports, santé, école, culture. Près de cinquante ans après l'appel d'Henri Lefebvre pour le Droit à la ville, cette mise en commun des aménités reste une utopie.

Depuis deux décennies, sous injonction de la stratégie de Lisbonne, les territoires ne sont plus seulement des lieux de vie. Ils sont devenus des opérateurs économiques, que l'on place en compétition les uns les autres, et dans lesquels les services publics et les institutions sont tenus de se soumettre. Dans les métropoles, les pôles de compétitivité, fabriqués à grand renfort de subventions, côtoient les territoires littéralement abandonnés. Entre les métropoles, c'est la fuite en avant du toujours plus fort, quitte à développer des infrastructures inopportunes aux coûts exorbitants et qui renforcent les déséquilibres. Dans cette course folle, les petites villes et la ruralité font figures de dégâts collatéraux. Elles entraînent dans leur chute des savoir-faire, de l'artisanat, des sites industriels. De cette exclusion territoriale naît une exclusion sociale : chômage, mal de vivre, suicides d'agriculteurs.

La main si visible du marché heurte violemment le potentiel d'un développement harmonieux et coopératif des territoires. Garantir le droit à la ville dans les métropoles comme dans les communes moyennes et petites est pour le Parti communiste une ambition que la gauche se doit de porter comme une priorité politique. Rompre avec la soumission aux oukases de la compétitivité et de l'attractivité pour ouvrir le paradigme d'immeubles, de quartiers, de rue où il fait bon vivre. De la ville accueillante. Tel est le fil conducteur qui préside à l'écriture du dessein communiste pour la ville.

×××

LIBRE OU SUBIE, LA MOBILITÉ EST POLITIQUE

Le 20e siècle a été marqué par un développement considérable de la mobilité. Si, comme le soulignait Paul Valery, les armées de Napoléon se déplaçaient à la même vitesse que celles de Jules César, leur célérité a été multipliée par cent en un siècle. Avec le culte du productivisme et de la vitesse, la mobilité a fait l'objet d'un consensus politique. L'affiche du film *Metropolis* de Fritz Lang en 1927 témoigne qu'elle incarnait même le mythe de la ville moderne.

En ce début de 21e siècle, la mobilité recouvre de nombreux enjeux politiques et idéologiques : mobilité spatiale, mobilité sociale, mobilité familiale, mobilité professionnelle, mobilité internationale…

Elle est à bien des égards devenue synonyme de flexibilité et de précarité. Mais ne faut-il pas lui donner un contenu émancipateur fondé sur le droit à l'espace et au temps ?

Ne reste-t-elle pas aussi une aspiration progressiste de tout à chacun, un droit et une liberté ?

L'édition 2015 des Rencontres Niemeyer relève le défi de ce débat.

Fort de notre histoire, fort de l'expérience irremplaçable des milliers d'élu-e-s communistes, nous avons des convictions et un parti pris. Nous savons que notre projet doit être en permanence remis sur le métier parce que la société est en mouvement, parce que nous sommes également convaincus que l'échange, la confrontation et même la dispute doivent être réhabilitées dans le débat public.

Ce rendez-vous annuel, propose aux professionnels, chercheurs, élus, cadres territoriaux, citoyens de mettre leur énergie créative pour inventer un projet humaniste pour l'habitat, pour la ville et pour l'égalité des territoires.

× × ×

DÉROULEMENT DE LA JOURNÉE

× SÉANCES PLÉNIÈRES ×

9h00 : Ouverture Pierre Laurent
9h30 : Hommage à Edith Girard
9h45 : Les mobilités entre autonomie et contrainte Jean-Pierre Orfeuil
17h30 : Carte blanche au Front de gauche ville-habitat-territoire
19h00 : Clôture de la journée Isabelle Lorand.

CARTE BLANCHE AU FRONT DE GAUCHE VILLE-HABITAT

FRONT DE GAUCHE

× 17H30 - 19H30 ×

Aménagement du territoire et choix de société

COUPOLE SALLE

Pierre Veltz, chercheur, président-directeur général de l'établissement public Paris-Saclay
Eloi Laurent, économiste senior à l'OFCE, coordinateur du rapport « Pour l'égalité des territoires »
Marie-Pierre Vieu, éditrice, présidente du groupe Front de gauche à la région Midi-Pyrénées

Objectifs du débat : À côté de la réforme territoriale très discutée, d'autres thèmes de controverses sont apparus sur le devant de la scène : la relation avec les enjeux environnementaux et climatiques, les « grands projets inutiles et coûteux », la pertinence de notre modèle ferroviaire, les PPP, les délégations de services publics accordés aux sociétés d'autoroutes, les évolutions potentielles des mobilités (rapprocher lieu de résidence et lieu de travail…).

Nous avons souhaité réunir l'ensemble de ces sujets autour du vocable « d'aménagement du territoire ». L'aménagement du territoire apparaît, comme une intervention planificatrice des hommes sur leurs espaces avec différents objectifs : réduire les inégalités et les disparités, apporter des réponses aux dysfonctionnements, lutter contre la dégradation des cadres de vie, améliorer le bien-être… On y retrouve le souci de mieux s'organiser pour le futur en cherchant à combiner des finalités de trois ordres : économiques, sociales et écologiques. Nous voulons montrer à quel point ces choix soit disant techniques sont liés à des choix fondamentaux de société. C'est pourquoi trois visions contrastées de l'aménagement du territoire illustreront notre démarche.

× LES DÉBATS ×

10H30 - 12H00

Logement et mobilité

Référent PCF : Sébastien Joulis
Animateur : Nathanaël Uhl regards

L'AMPHI -1 SALLE

Ian Brossat, adjoint au maire de Paris, délégué au Logement
Catherine Jacquot, présidente du Conseil national de l'ordre des architectes
Paul Chemetov, architecte urbaniste
Michel Leprêtre, président de la SEMISE

Objectifs du débat : la mobilité professionnelle en novlangue signifie précarité, flexibilité, salariés déplacés… Pourtant pouvoir changer de métier, et donc d'habitation, même plusieurs fois, reste une aspiration émancipatrice. Outre, la sécurité sociale professionnelle, cette aspiration se heurte à l'évidence au tous propriétaires. La France compte 58% de propriétaires contre 46% en Allemagne impactant de fait tant le prix du foncier que celui du loyer. Et si locatif public pour tous n'était pas un gros mot ?

Mes notes

Approvisionnement des villes

Référent PCF : Corinne Luxembourg
Animateur : Pierre Duquesne l'Humanité

LE JARDIN -1 SALLE

Christian Hervy, administrateur du MIN de Rungis
Dominique Launay, syndicaliste, CGT Transports
Lise Bourdeau-Lepage, géographe, professeur Université Lyon 3
Une élue de Seine-Maritime

Objectifs du débat : les grands enjeux métropolitains sont affaire de flux : transports, déchets, eau… A la croisée de ces enjeux l'approvisionnement des villes reste stratégique. Ports fluviaux, MIN, fret, péage urbain pour les camions ou encore circuits-courts et agriculture urbaine, la logistique est pour le moins objet de Controverses !

« Grands projets » utiles ou inutiles ? Pour qui ? Qui décide ?

Référent PCF : Anne Fourniau
Animatrice : Clémentine Autain regards

TERRASSE -1 SALLE

Guy Burgel, professeur université de Nanterre
Pierre Radanne, président de 4D
Catherine Tricot, architecte-urbaniste
Elsa Faucillon, dirigeante nationale du PCF

Objectifs du débat : Notre-Dame-des-Landes, Sivens, LGV, canal Seine-Europe, usines de méthanisation, quatre voies… Dire que les grands projets ne font plus consensus est un euphémisme. Plus largement, les projets locaux contestés ont fait tomber nombre de maires lors des dernières élections municipales. Le parti pris productiviste n'a plus de sens à l'heure des menaces qui planent sur la planète. Pour autant peut-on refuser le développement au point de s'opposer à une ligne à grande vitesse qui serait alternative au transport aérien ? Au-delà de l'opportunité de tel ou tel projet, un second débat éclate : qui décide ? Quelle place pour les citoyens ?

Mes notes

Intelligente et populaire, la ville de demain s'invente maintenant

Référent PCF : Romain Marchand
Animateur : Stéphane Guérard l'Humanité

COUPOLE SALLE

Antoine Picon, professeur université de Harvard
Yann Lepollotec, responsable nouvelles technologies PCF
Sabine Blanc, journaliste
Frédéric Lenne, président d'Esprit-urbain

Objectifs du débat : Aujourd'hui on ne va plus à la gare acheter le billet de train. Demain, les formulaires administratifs se feront par le net. On choisira sa place de parking ou on paiera ses courses avec le Smartphone... La dématérialisation des services est en marche. Mais quid des rapports sociaux ? Quid des jeunes qui ne sortent plus de leur quartier alors que d'autres parcourt le monde Smartphone en poche? Bref la ville intelligente est devant nous. Alors numérique doit rimer avec populaire.

× **14H00 - 15H30** ×

Inventer le logement moderne

Référent PCF : Sébastien Joulis
Animateur : Pierre Duquesne l'Humanité

L'AMPHI -1 SALLE

Monique Eleb, sociologue et psychologue, professeur honoraire à l'École nationale supérieure d'architecture
Carmen Santana, architecte urbaniste
Eddie Jacquemart, président de la CNL
Jean-Michel Daquin, président du Conseil régional d'île-de-France de l'ordre des architectes.

Objectifs du débat : la mobilité sociale concerne également les familles biparentales, monoparentales, recomposées, intergénérationnelles... Posant immédiatement la question du type de logement. Le paradigme du logement « standard » ne peut plus correspondre aux évolutions singulières des modes de vie individuels. Existe-t-il un point de vue progressiste à l'évolutivité du logement.

Mes notes

Intégration des grands enjeux stratégiques en zone urbaine

LE JARDIN -1 SALLE

Référent PCF : Françoise Pujol
Animatrice : Anne Fourniau

Alain Audoubert, maire de Vitry-sur-Seine
Monique Labbé, architecte, spécialiste ville souterraine
Christian Garcia, directeur des relations avec les collectivités territoriales de la Société du Grand-Paris

Objectifs du débat : comment intégrer en zone urbaine dense les grands enjeux stratégiques : transports, industrie, énergie, services, déchets…La ville souterraine en serait une option, bien souvent jugée trop couteuse. Au début du XXe siècle, la France a engagé un effort d'investissement permettant la construction du métro parisien au prix d'un crédit sur cent ans. Aujourd'hui, la construction d'une ligne de métro est l'objet d'une bataille titanesque. La collecte pneumatique des déchets est qualifiée de projet pharaonique… L'enfouissement du périphérique, authentique frontière entre Paris et la Banlieue, celui des lignes ferroviaires dont l'empreinte fracture souvent les territoires semblent être hors de portée. Pourtant la métropole a besoin d'un maillage réellement multimodal. Et de s'en donner les moyens. Quels leviers, quels objectifs, quels moyens ?

Travail, domicile, loisirs : la mobilité subie est-elle inéluctable ?

TERRASSE -1 SALLE

Référent PCF : Romain Marchand
Animateur : Nathanaël Uhl regards

Jacques-Jo Brac de la Perrière, urbaniste
Gérard Le Briquer, syndicaliste, CGT transports
Jean Laterrasse, professeur Université Paris–Est
Laurence Cohen, sénatrice

Objectifs du débat : l'inégalité face à la mobilité se marque par exemple dans l'usage que font les individus des transports en commun. Fortement discriminante, la capacité de se déplacer traduit des inégalités en termes d'accès aux transports : obstacles financiers, mauvaises dessertes. La mobilité dépasse le simple déplacement.

Mes notes

Elle devient de plus en plus un facteur de discrimination sociale : mobilité subie ou mobilité choisie, facteur d'exclusion pour les plus précaires, marqueur de l'aisance sociale pour les autres…

Pouvoir se déplacer est devenu indispensable à la conduite de la vie quotidienne, mais tout le monde ne bénéficie pas du même accès au droit de se déplacer. La durée quotidienne du déplacement domicile-travail s'établit en moyenne à plus de trois quarts d'heures, dans les grandes métropoles c'est souvent beaucoup plus. Outre la fatigue et les contraintes liées aux modes de transport, le coût et l'empreinte écologique conduisent à vouloir réduire ces déplacements. Travailler à côté de chez soi, développer les infrastructures de transports pour réduire la durée ou développer le télétravail, concentrer les temps de travail… Bref, réduire les temps ou réduire les déplacements ? Ces deux voies sont-elles complémentaires ou opposées.

Dans le monde globalisé, quelles conséquences aurait la disparition du département, territoire fini et repère de représentation ?

COUPOLE SALLE

Référent PCF : Romain Marchand
Animateur : Michaël Silly

Christian Favier, président du Conseil général du Val-de-Marne
Philippe Panerai, architecte urbaniste
Mireille Ferri, directrice générale de l'Atelier international du Grand-Paris

Objectifs du débat : une métropole comprise entre 1 600 et 2 000 km^2 permettrait la validité de quatre ou cinq bassins de vie et d'emplois autour de la capitale. Chacun d'eux répondant à la nécessité de trouver les services et aménités de la vie quotidienne à moins d'une demi-heure de transport de son lieu de résidence. C'est à cette échelle qu'il est possible de lutter contre les conséquences d'un seul centre et de ses périphéries : banlieues de banlieues témoins d'un développement inégal et de l'exclusion de ceux qui ne sont pas invités au banquet des privilégiés de la centralité. Les limites de ces bassins fluctuent selon les paramètres considérés, elles ne peuvent donc être transposées sur un plan administratif, mais c'est à cette échelle que peut s'envisager l'équité territoriale.

Mes notes

15H45 - 17H15

Le droit à la centralité en territoire « périphérique » ?

COUPOLE SALLE

Référent PCF : Pascal Bagnarol
Animatrice : Sylvia Zappi

Éric Charmes, sociologue et urbaniste, directeur du laboratoire recherches interdisciplinaires, ville-espace-société.

Gérard Lahellec, vice-président aux transports, Conseil régional de Bretagne
Gaëlle Olivier-Barberousse, La Poste, directrice branche services courrier-colis des Yvelines

Objectifs du débat : avec la substitution de la densité à la vitesse, l'étalement urbain, la péri urbanisation créent de nouvelles formes urbaines et de nouvelles demandes d'accessibilité. La durée de transport est aujourd'hui la référence dans l'accessibilité aux droits dans les territoires des périphéries des grandes métropoles mais aussi dans les territoires ruraux. L'hôpital ou la justice doit être à une heure (sous-entendu de route), l'université à deux heures… Ainsi, la mobilité spatiale est le seul critère d'accès aux droits… Faut-il concevoir les transports autrement pour répondre à ces demandes ? Faut- il favoriser des grands centres facilement accessibles ou la polycentralité ? Faut-il inventer d'autres modèles ?

Mobilité et développement durable

LE JARDIN -1 SALLE

Référent PCF : Anne Fourniau
Animateur : Michaël Silly

Éric Charmes, sociologue et urbaniste, directeur du laboratoire recherches interdisciplinaires, ville-espace-société.

Gérard Lahellec, vice-président aux transports, Conseil régional de Bretagne
David Mangin, architecte urbaniste
Gaëlle Olivier-Barberousse, La Poste, directrice branche services courrier-colis des Yvelines

Objectifs du débat : les transports sont responsables de 26% de l'en-

Mes notes

semble des émissions et de plus de 40 % des émissions de CO^2 liées à l'énergie sur le territoire national. Pendant que les autres secteurs connaissent une diminution des émissions de CO^2, celles issues des transports ont augmenté de 36% depuis 1990. Ils constituent donc un levier essentiel pour toute transition écologique. Alors que le fret est fragilisé, le transport par poids lourd est en augmentation. Alors même que le ministre Macron propose de remplacer le transport ferroviaire pour les cars pour les plus modestes. Sur le plan social et économique, le coût croissant de la mobilité des ménages dépendant de la voiture individuelle est le ressort d'un nouveau type de précarité énergétique. Fortement discriminante, la capacité de se déplacer traduit des inégalités en termes d'accès aux transports : obstacles financiers, mauvaises dessertes. Ainsi, les politiques publiques d'aménagement et de développement durable sont au cœur de ces enjeux économiques, environnementaux, enjeux sociaux pour avancer dans la voie de la transition écologique, et placer le développement humain durable au cœur de la réorientation des systèmes de transport.

Les flux font la métropole... Quelle démocratie métropolitaine pour les gérer ?

L'AMPHI -1 SALLE

Référent PCF : Romain Marchand
Animateur : Gérald Rossi l'Humanité

Dominique Adenot, maire de Champigny, président de l'Anecr
Emmanuelle Cosse, présidente EEVL
Pierre Dharréville, responsable national PCF
Pierre Mansat, président de l'Atelier international du Grand-Paris

Objectifs du débat : la gestion des flux stratégiques constitue un des grands enjeux en termes d'organisation institutionnelle. La réponse pour l'heure apportée par l'agglomération parisienne a été la création de syndicats intercommunaux : outils de coopération et de recherche de compromis. Ces grands syndicats intercommunaux dessinent-ils le canevas d'une métropole coopérative fondé sur l'ambition de répondre aux droits et aux enjeux stratégiques ? Mais c'est également un enjeu qui interroge le modèle économique pour les grands réseaux.

Mes notes

Melting-pot culturel et ethnique, les métropoles existent par les migrations internes et externes. Vers une nouvelle approche des phénomènes migratoires en France, en Europe et dans le monde.

Référent PCF : Amandine Ramis
Animateur : Roger Martelli regards

Patrice Leclerc, maire de Gennevilliers
Marie-Christine Vergiat, députée européenne

Objectifs du débat : la mondialisation n'est pas réductible au flux de marchandises et de capitaux. La planète est également l'espace de vie et de représentation des nouvelles générations. Les jeunes étudient, travaillent, passent leurs vacances aux quatre coins du monde. Et pendant ce temps, certains veulent fermer les frontières. Alors même que ces politiques se heurtent à la réalité. Quelques soient les obstacles ceux qui fuient la misère et la guerre prennent tous les risques pour sauver leur peau ou aider leur famille à survivre. L'actualité regorge de scandales liés aux transports des réfugiés. Ne faut-il pas démocratiser le potentiel d'accueil entre les grandes métropoles ? Ne faut-il pas changer de paradigme sur les enjeux migratoires ?

Mes notes

8h30 : Accueil
9h00 : Ouverture : **Pierre Laurent**
9h30 : hommage à l'œuvre d'Édith Girard
9h45 : exposé liminaire **« Les mobilités entre autonomie et contrainte »**
Jean-Pierre Orfeuil

10h30 – 12h00

Logement et mobilité
Référent PCF : Sébastien Joulis Animateur : Nathanaël Uhl (*Regards*) Intervenants : Ian Brossat, adjoint au maire de Paris, délégué au Logement × Catherine Jacquot, présidente du Conseil national de l'ordre des architectes × Paul Chemetov, architecte urbaniste × Michel Leprêtre, président de la SEMISE.

Approvisionnement des villes
Référent PCF : Corinne Luxembourg Animateur : Pierre Duquesne (*L'Humanité*) Intervenants : **Christian Hervy**, administrateur du MIN de Rungis × **Dominique Launay**, syndicaliste, CGT Transports × **Lise Bourdeau-Lepage**, géographe, professeur Université Lyon 3 × Une élue de Seine-Maritime.

« Grands projets » utiles ou inutiles ? Pour qui, qui décide ?
Référent PCF : Anne Fourniau Animateur : Clémentine Autain (*Regards*) Intervenants : **Guy Burgel**, professeur université de Nanterre × **Pierre Radanne**, président de 4D × **Catherine Tricot**, architecte-urbaniste × **Elsa Faucillon**, dirigeante nationale du PCF.

Intelligente et populaire, la ville de demain s'invente maintenant
Référent PCF : Romain Marchand Intervenants : **Antoine Picon**, professeur université de Harvard × **Yann Lepollotec**, responsable nouvelles technologies PCF × **Sabine Blanc**, journaliste × **Frédéric Lenne**, président d'Esprit-urbain.

12h15 – 13h45 : repas

14h00 – 15h30

Inventer le logement moderne
Référent PCF : Sébastien Joulis Animateur : Pierre Duquesne (*L'Humanité*) Intervenants : **Monique Eleb**, sociologue et psychologue, professeur honoraire l'École nationale supérieure d'architecture × **Carmen Santana**, architecte urbaniste × **Eddie Jacquemart**, président de la CNL × **Jean-Michel Daquin**, président du Conseil régional d'Île-de-France de l'ordre des architectes.

Intégration des grands enjeux stratégiques en zone urbaine
Référent PCF : Anne Fourniau Intervenants : **Alain Audoubert**, maire de Vitry-sur-Seine × **Monique Labbé**, architecte, spécialiste ville souterraine × **Christian Garcia**, directeur des relations avec les collectivités territoriales de la Société du Grand-Paris

Travail, domicile, loisirs : la mobilité subie est-elle inéluctable ?
Référent PCF : Romain Marchand Animateur : Nathanaël Uhl (*Regards*) Intervenants : **Jacques-Jo Brac de la Perrière**, urbaniste × **Gérard Le Briquer**, syndicaliste, CGT transports × **Jean Laterrasse**, professeur Université Paris–Est × **Laurence Cohen**, sénatrice

Dans le monde globalisé, quelles conséquences aurait la disparition du département, territoire fini et repère de représentation ?
Référent PCF : Pascal Bagnarol Animateur : Michaël Silly Intervenants : **Christian Favier,** président du Conseil général du Val-de-Marne × **Philippe Panerai**, architecte urbaniste × **Mireille Ferri**, directrice générale de l'Atelier international du Grand-Paris.

15h45 – 17h15

Le droit à la centralité en territoire « périphérique » ?
Référent PCF : Pascal Bagnarol Animateur : Sylvia Zappi Intervenants : **Éric Charmes**, sociologue et urbaniste, directeur du laboratoire recherches interdisciplinaires, ville-espace-société × **Gérard Lahellec**, vice-président aux transports, Conseil régional de Bretagne × **Gaëlle Olivier-Barberousse**, La Poste, directrice branche services courrier-colis des Yvelines.

Mobilité et développement durable
Référent PCF : Anne Fourniau Animateur : Michaël Silly Intervenants : **Thomas Richez**, architecte × **Denis Voisin**, Fondation Nicolas Hulot × **Dominique Launay,** syndicaliste, CGT Transports × **Jean-Luc Orand,** directeur d'une société d'ingénierie.

Les flux font la métropole… Quelle démocratie métropolitaine pour les gérer ?
Référent PCF & animateur: Romain Marchand Intervenants : **Dominique Adenot**, maire de Champigny, président de l'Anecr × **Emmanuelle Cosse**, présidente EEVL × **Pierre Dharréville,** responsable national PCF × **Pierre Mansat**, président de l'Atelier international du Grand-Paris

Melting-pot culturel et ethnique, les métropoles existent par les migrations internes et externes. Vers une nouvelle approche des phénomènes migratoires en France, en Europe et dans le monde.
Référent PCF : Amandine Ramis Animateur : Roger Martelli (*Regards*) Intervenants : **Patrice Leclerc**, maire de Gennevilliers × **Marie-Christine Vergiat,** députée européenne.

17h30 – 19h30

Carte blanche au Front de gauche Ville-habitat

Aménagement du territoire et choix de société
Référent PCF : ? Animateur : ? Intervenants : **Pierre Veltz,** chercheur, président-directeur général de l'établissement public Paris-Saclay × **Eloi Laurent,** économiste senior à l'OFCE, coordinateur du rapport « Pour l'égalité des territoires » × **Marie-Pierre Vieu,** éditrice, présidente du groupe Front de gauche à la région Midi-Pyrénées.

19h30 – 20h00 : séance plénière de clôture
20h00 – 20h30 : buffet

Espace Niemeyer

Initiative artistique

Visite de l'Espace Niemeyer par Gérard Fournier et Jacques Tricot.

Performance graphique *in situ*

21h00 : théâtre **Le monologue de la femme gelée**.
Adaptation théâtrale du roman d'Annie Ernaux.

Les Rencontres Niemeyer vous incitent à y participer.

Pôle Égalité des territoires
Parti communiste français
2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris

Marie-Pierre Boursier
Tél. : 01 40 40 13 74 / 06 74 45 15 87
E-mail : mpboursier@pcf.fr

#rn2015
wifi : **rn2015**
Mot de passe : **Niemeyer**